



SOMMAIRE

Politiques macroéconomiques

- La Fed annonce une troisième hausse consécutive de 75 points de base de ses taux directeurs, entraînant la poursuite du mouvement de correction sur les marchés financiers

Services financiers

- Le Congrès auditionne les dirigeants des plus grandes banques commerciales
- L'exécutif publie un plan d'action sur les crypto-actifs et les monnaies numériques de banque centrale

Brèves

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

La Fed annonce une troisième hausse consécutive de 75 points de base de ses taux directeurs, entraînant la poursuite du mouvement de correction sur les marchés financiers

La réunion du comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) des 20 et 21 septembre s'est [conclue](#) sur un nouveau relèvement de la fourchette-cible des taux *fed funds* de 75 points de base (pb), la portant à [3,0 % – 3,25 %]. Cette décision a été prise à l'unanimité.

Jerome Powell, président de la Fed, a réaffirmé sa détermination à lutter contre l'inflation. En effet, il considère que le coût pour maîtriser une inflation élevée qui s'installe serait encore plus élevé que celui du resserrement actuellement en cours.

À l'issue de ce FOMC, la Fed a publié une [projection](#) économique : la croissance du PIB est revue fortement à la baisse, à +0,2 % en 2022 et +1,2 % en 2023 (-1,5 points et -0,5 point respectivement par rapport à la projection de juin). L'inflation est revue à la hausse à +5,4 %

(+0,2 point) en 2022 et à +2,8 % (+0,2 point) en 2023 ainsi que le taux de chômage à 3,8 % (+0,1 point) en 2022 et 4,4 % (+0,5 point) en 2023. Enfin, la projection de taux *fed funds* a été révisée sensiblement à la hausse, passant à 4,4 % en 2022 (contre 3,4 % dans la projection de juin), avant de culminer à 4,6 % (contre 3,8 %) en 2023 puis de descendre à 3,9 % (contre 3,4 %) en 2024.

Lors de la conférence de presse, J. Powell a été principalement interrogé sur les révisions de la trajectoire de l'économie américaine. Il estime que l'économie américaine est dans une situation contrainte par l'offre, ce qui implique une croissance du PIB qui devrait évoluer en deçà de sa tendance de long-terme alors que l'inflation demeure à des niveaux élevés. J. Powell a également souligné le dynamisme du marché du travail, comme en témoignent le faible taux de chômage et les importantes créations d'emplois (401 000 emplois créés par mois sur les trois derniers mois). Enfin, tout en évitant d'évoquer explicitement le risque de récession, J. Powell a indiqué les difficultés de parvenir à un

atterrissage en douceur de l'économie (*soft landing*).

Le marché actions, déjà en correction depuis la publication de l'IPC le 13 septembre, a poursuivi sa chute : depuis le 13 septembre, l'indice S&P 500 a chuté de -9 % (-22 % depuis le début

d'année), le Nasdaq de -10 % (-30 %) et le Dow Jones de -7 % (-18 %). Le 22 septembre, le rendement des obligations d'État américaines (*Treasuries*) à 2 ans a dépassé 4,1 %, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis 15 ans, et celui à 10 ans évolue vers 3,7 %.

SERVICES FINANCIERS

Le Congrès auditionne les dirigeants des plus grandes banques commerciales

La commission pour les services financiers de la [Chambre](#) et la commission des affaires bancaires du [Sénat](#) ont auditionné les dirigeants de 7 grandes banques commerciales (JP Morgan Chase, Citigroup, Bank of America, US Bancorp, PNC, Wells Fargo et Truist), respectivement le 21 et le 22 septembre.

Ces dirigeants ont d'abord été interrogés sur leur vision de l'économie américaine et de la stabilité du système bancaire et financier. Plusieurs ont rappelé la solidité de ce dernier, rappelant le haut niveau de capitalisation des banques américaines. Certains ont souligné le rôle croissant des acteurs non-bancaires, moins régulés, dans le financement de l'économie. Jane Fraser (Citi) a mis en exergue l'importance de l'épargne des ménages américains en sortie de crise sanitaire, permettant d'amortir en partie les effets de l'inflation, bien que cette épargne tende désormais à se stabiliser voire à diminuer, en particulier pour les ménages les moins favorisés. Jamie Dimon (JP Morgan) a soutenu que l'économie américaine avait une « faible chance » d'opérer un *soft landing* dans le contexte de remontée des taux, et recommandé aux pouvoirs publics de se « préparer au pire ».

Les élus républicains ont largement insisté sur les conséquences de l'inflation, et regretté que les exigences prudentielles limitent la capacité de prêt des banques dans un contexte économique fragile. Par ailleurs, le sénateur Pat Toomey (R – Pennsylvanie), chef de l'opposition républicaine à la commission des affaires bancaires, a critiqué la politisation des banques sur les questions sociales et culturelles, dénonçant les engagements pris par certains établissements sur les questions climatiques, la

vente d'armes à feu ou l'accès à l'avortement pour leurs employées.

Les élus démocrates ont interrogé à de nombreuses reprises les banques quant à leur gestion des frais de service et de découvert, ainsi que sur leurs politiques de prêts à destination des minorités et des territoires défavorisés ou ruraux. Ils ont également souligné des lacunes du service de transfert Zelle, administré par le secteur bancaire, dans la gestion des fraudes. La banque Wells Fargo a fait l'objet de critiques appuyées, émanant notamment du sénateur Sherrod Brown (D – Ohio), président de la commission des affaires bancaires, soulignant des dysfonctionnements dans sa politique de recrutement et de diversité de ses équipes et les fraudes opérées par l'établissement dans ses procédures d'ouverture de compte bancaire.

L'exécutif publie un plan d'action sur les crypto-actifs et les monnaies numériques de banque centrale

La Maison-Blanche a publié le 16 septembre un [communiqué](#) détaillant ses priorités en matière de monnaie numérique de banque centrale (MNBC) et de régulation des crypto-actifs. Le plan d'action qui en résulte synthétise une série de rapports publiés par les administrations fédérales en application du [décret](#) présidentiel de mars 2022 sur les crypto-actifs.

Le *Treasury* a publié le 16 septembre trois rapports sur ces sujets. Le [premier](#), consacré à l'avenir de la monnaie et des paiements, explore les implications d'une éventuelle MNBC aux États-Unis, ainsi que les avantages et les inconvénients de différents paramètres de celle-ci (cas d'usage, rémunération, plafonnement, etc.). Le *Treasury* inscrit les travaux de recherche restant à mener dans un agenda de long terme et

créé un groupe de travail dédié, le *CBDC Working Group*. Le rapport dresse par ailleurs plusieurs pistes pour encadrer davantage le marché des paiements au niveau fédéral et moderniser les systèmes de paiement, notamment via l'entrée en vigueur de FedNow, futur système de paiement interbancaire de la Fed, instantané et permanent. Le [deuxième](#) rapport du *Treasury* porte sur l'impact des crypto-actifs sur les particuliers et les entreprises. Le rapport formule des recommandations portant sur la régulation des crypto-actifs (en particulier des stablecoins), l'action répressive contre les fraudes et l'éducation financière. Enfin, le [troisième](#) rapport du *Treasury* dresse un plan d'action face à l'utilisation des crypto-actifs dans des activités criminelles (cybercriminalité, blanchiment d'argent, financement du terrorisme, etc.). En complément, le *Department of Justice* (DoJ) a

aussi publié un [rapport](#) présentant son plan d'action dans la lutte contre l'utilisation des crypto-actifs à des fins illicites.

Parallèlement, l'*Office of Science and Technology* (OSTP) de la Maison-Blanche a publié une [évaluation](#) des enjeux technologiques liés à la mise en place d'une MNBC. Après avoir rappelé ses principaux objectifs (croissance économique, résilience du système financier, amélioration des systèmes de paiement, inclusion financière, préservation du rôle du dollar), le rapport évoque les enjeux technologiques en termes de gouvernance du dispositif, de sécurité et de fonctionnalités (interopérabilité, programmabilité, etc.). L'OSTP avait par ailleurs publié le 8 septembre un [rapport](#) soulignant l'ampleur des impacts énergétiques et climatiques des crypto-actifs.

BREVES

- Le groupe Nasdaq a [annoncé](#) le 20 septembre le lancement d'une nouvelle branche d'activité spécialisée dans les crypto-actifs (Nasdaq Digital Assets). Celle-ci proposera dans un premier temps des services de conservation.
- L'*Office of the Investor Advocate* de la *Securities and Exchange Commission* (SEC), bureau de l'autorité des marchés financiers chargé des relations avec les investisseurs, a [publié](#) le 19 septembre une étude portant sur la présentation des performances des fonds. L'étude illustre la sensibilité des investisseurs aux indices de référence avec lesquels les fonds comparent leurs performances.
- La commission des services financiers de la Chambre des représentants a tenu le 20 septembre une [audition](#) sur les systèmes de paiement alternatifs internationaux. De nombreux élus ont exprimé leur inquiétude quant au développement de systèmes de paiement indépendants du dollar, notamment chinois, et au risque que ceux-ci soient utilisés pour contourner les sanctions américaines.
- La Maison-Blanche a [annoncé](#) le 20 septembre la nomination de deux personnalités issues des rangs républicains, Travis Hill et Jonathan McKernan, respectivement comme membre du bureau et vice-président de la *Federal Deposit Insurance Corporation* (FDIC), agence chargée de la régulation des *state banks*, de la garantie des dépôts et de la résolution des banques.
- Selon une enquête menée par l'*University of Michigan*, l'[indice](#) de confiance des consommateurs s'est établi à 59,5 en septembre (après 58,2 en août), en hausse depuis son plus bas niveau atteint en juin (50,0), reflétant le soulagement des ménages notamment face à la baisse des prix de l'essence. Joanne Hsu, responsable de l'enquête, a toutefois nuancé cette amélioration en rappelant la grande volatilité de cet indice en raison du niveau élevé d'incertitude.
- Le 16 septembre, [FedEx](#), entreprise spécialisée dans le transport international de fret, a mis en garde contre le risque d'une récession mondiale et a fortement révisé à la baisse ses perspectives de croissance. Depuis ce communiqué, le cours de bourse de FedEx a perdu 25 % de sa valeur.
- Dans le contexte de remontée des taux et de durcissement des conditions financières, à la date du 22 septembre, le [taux](#) moyen des prêts

hypothécaires sur 30 ans est de 6,3 % (contre 3 % en septembre 2021), ce qui correspond à un niveau jamais atteint depuis octobre 2008. Néanmoins, selon l'enquête hebdomadaire menée par la *Mortgage Bankers Association (MBA)*, les indicateurs du marché de l'immobilier sont au plus haut depuis six semaines. Toutefois, Joel Kan, responsable de l'enquête à la MBA, s'est montré prudent en soulignant un niveau accru de volatilité sur le marché.

- Le bureau de protection des consommateurs en matière financière (*Consumer Financial Protection Bureau – CFPB*) a [publié](#) le 19 septembre un rapport sur le marché des prêts immobiliers résidentiels durant l'année 2021. Le rapport souligne notamment que la croissance du volume des emprunts sur ce segment (+2,4 % par rapport à 2020) a été

portée par les opérations d'acquisition de logements, contrastant avec l'année 2020, où elle avait été portée par le dynamisme des opérations de refinancement de prêts existants.

- Le CFPB a [publié](#) le 15 septembre un rapport relatif au développement des services de paiement différé (« *buy now, pay later* »). Le rapport note que l'activité de paiement différé a été multipliée par dix entre 2019 et 2021 parmi les entreprises sondées, et souligne la diversification des usages et les bénéfices de cette solution de financement. Il met toutefois en exergue plusieurs risques potentiels pour le consommateur, notamment s'agissant de (i) la lisibilité des termes des transactions, (ii) la collecte et l'utilisation des données et (iii) les risques de surendettement.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Revu par :
Pour s'abonner :
Crédits photo :

Service économique pour les États-Unis
Dominique Chaubon, Raphaël Lee, Thibaut Houriez,
Philippine Hubert de Fraisse
Cédric Garcin
afws@dgtresor.gouv.fr
[@Pexels](https://www.instagram.com/Pexels)